



Communiqué de presse

Berne / Brugg, 5 Juin 2008

Conférence de la FAO à Rome

Pas de volonté politique pour résoudre la crise alimentaire

L'Union suisse des paysans et Alliance Sud, la Communauté de travail Swissaid, Action de carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas, Eper sont très déçus des résultats de la réunion au sommet de la FAO à Rome. Les paroles et promesses des Chefs d'Etat et de gouvernement ont accouché d'une déclaration, qui ne propose pas seulement le statut quo, mais un pas en arrière. La reconnaissance que la libéralisation ne résout pas les problèmes d'approvisionnement en alimentation n'a pas pu s'imposer. La libéralisation sans limite des marchés agricoles a pourtant fait que les produits alimentaires sont allés là où se trouve le pouvoir d'achat et non là où ils diminuent la faim.

Au vu des maigres résultats de la conférence, « la devise de la FAO « Pour un monde libéré de la faim » s'affiche comme une trahison pour les millions de gens qui souffrent aujourd'hui de la faim » a déclaré Rosmarie Bär, la représentante d'Alliance Sud à la Conférence sur la sécurité alimentaire du Fond Alimentaire Mondiale (FAO) à Rome. Heidi Bravo, représentante de l'Union suisse des paysans, regrette qu'aucune décision n'ait été prise pour entamer la révision urgente et nécessaire de la politique agricole. L'hymne à la libéralisation des marchés continue d'être chanté avec pour conséquence la poursuite de la concentration du pouvoir au sein du commerce agricole international et un encouragement à la spéculation sur les produits alimentaires.

Pendant trois jours, des présidents et des chefs de gouvernement ainsi que des hauts-fonctionnaires de plus de 190 pays ont débattu sur la sécurité alimentaire, le changement climatique et la production d'agrocarburants. Les analyses ont été faites. Les causes et les liens qui ont provoqué cette crise sont connus et reconnus par les gouvernements. Mais cela n'aide en rien les affamés !

Les défis mondiaux et divers doivent être appréhendés sous l'angle du principe du droit humain à l'alimentation. L'appel de mettre à nouveau l'agriculture des Etats au centre du développement durable doit être suivi de stratégies globales correspondantes. Un chemin pour sortir de la crise ne pourra être trouvé que par une prise en charge commune de nos ressources et par une coopération entre les Etats. Dans le monde entier, les investissements dans l'agriculture doivent être orientés sur les exploitations familiales paysannes, car ce sont elles les principales responsables pour un approvisionnement alimentaire suffisant sur le plan local et régional.

La Déclaration finale ne prend pratiquement pas en compte cette constatation. Sans un leadership et sans une forte volonté de changement, aucune réorientation ne pourra voir le jour. Les structures des exploitations familiales paysannes continueront à être détruites au Sud comme au Nord et le pouvoir de l'agrobusiness continuera à croître. Ceci aura pour conséquence que le nombre de personnes souffrant de la faim poursuivra sa croissance dans les prochaines années et décennies.

Pour plus d'informations :

Union Suisse des Paysans, Heidi Bravo, 078 681 86 01

Alliance Sud, Rosmarie Bär, 079 506 40 66